

de responsabilité particulière. Ce phénomène de dépendance mène toutefois les autorités nationales des uns à attribuer, à l'occasion, leurs problèmes à des sources extérieures et à s'en remettre un peu facilement à la responsabilité des autres pour alléger leurs problèmes domestiques.

Mais la position de dépendance des uns par rapport aux autres peut avoir un impact plus ou moins fort sur les "dépendants" selon que leurs propres politiques macro-économiques sont appropriées ou non. L'expérience a clairement montré que ces pays sont d'autant plus vulnérables aux événements extérieurs que leurs propres politiques ont affaibli leurs économies. Les économies prudemment administrées gardent habituellement, même en temps de récession, une plus grande marge de manoeuvre que les autres à l'égard des chocs d'origine extérieure. Et ceci vaut autant pour les pays industrialisés que pour la plupart des pays en développement.

Des études de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de la Banque mondiale ont montré, par exemple, que les pays en développement qui ont su garder le contrôle de leur masse monétaire et de leurs finances publiques, et qui ont fait confiance au mécanisme du marché pour l'allocation des ressources, se sont en général mieux tirés d'affaires dans les années turbulentes de la dernière décennie que les pays qui avaient permis à l'inflation de prendre racine et pratiqué des politiques fortement interventionnistes.

Cette vérité implique donc que la coopération internationale n'est pas un substitut pour de saines politiques macro-économiques domestiques. Il est en effet illusoire de penser que les pays qui ont pratiqué des politiques prudentes, et connu un certain succès, changent de cap pour voler au secours des pays qui, pour quelque raison que ce soit, n'ont pas su se bien gérer. Par exemple l'Allemagne, qui a toujours veillé à garder un contrôle ferme sur l'inflation, ne s'est jamais montrée très empressée de répondre aux appels en faveur de mesures d'expansion rapide émanant de ses partenaires en difficulté. Il n'en demeure pas moins que les politiques des grands pays doivent être soumises, de façon continue, à une analyse critique, pour déterminer si elles sont conformes à l'intérêt général de la communauté internationale.

La coopération est-elle possible?

Nonobstant la nécessité pour chaque pays d'adopter des politiques économiques domestiques appropriées, les difficultés économiques avec lesquelles la plupart d'entre eux se débattent depuis plusieurs années ont mis en évidence le besoin d'une plus grande coopération internationale en matière macro-économique. Les pressions sociales et politiques et le constat de quasi impuissance de nombreux gouvernements face à la récession en portent beaucoup à croire que les solutions aux problèmes communs se trouvent au niveau international. Instinctivement, les regards se tournent vers les grands moteurs de l'activité économique mondiale et on considère que les politiques des plus grandes puissances industrielles en matière d'emploi, de croissance, de monnaies et de prix constituent les éléments les plus importants d'une reprise.

Jusqu'à présent, les efforts de coopération macro-économique ont eu relativement peu de succès. La question se pose donc de savoir comment